

Le 16 janvier 2017

JO n° 12 du 14 janvier 2017 :

Ministère de la Culture et de la Communication :

Arrêté du 9 janvier 2017 portant nomination au conseil d'orientation scientifique de l'établissement public du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM)

Autres autorités :

Arrêté du 2 janvier 2017 relatif aux missions et à la composition du comité de suivi de l'édition scientifique

Arrêté du 2 janvier 2017 portant nomination au comité de suivi de l'édition scientifique

Conventions collectives :

Arrêté du 5 janvier 2017 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du vitrail (n° 1945)

JO n° 13 du 15 janvier 2017 :

Ministère de la Culture et de la Communication :

Arrêté du 6 janvier 2017 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme

Arrêté du 2 décembre 2016 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille (M. Michel Bonord)

Autres autorités :

Recommandation n° 2017-04 du 11 janvier 2017 du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux services de radio et de télévision diffusés dans les îles Wallis et Futuna en vue de l'élection de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna le 26 mars 2017

Vocabulaire de l'environnement (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

JOUE du 14 janvier 2017 (L010, L011 - C013) :

Décision (UE) 2017/37 du Conseil du 28 octobre 2016 relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part

Instrument interprétatif commun concernant l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres

Déclarations à inscrire au procès-verbal du Conseil (AECG)

Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part

Décision (UE) 2017/38 du Conseil du 28 octobre 2016 relative à l'application provisoire de l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part

JOUE du 16 janvier 2017 (C014) :

Affaire C-449/14 P : Arrêt de la Cour (première chambre) du 10 novembre 2016 - DTS Distribuidora de Televisión Digital, SA/Commission européenne, Telefónica de España, SA, Telefónica Móviles España, SA, Royaume d'Espagne, Corporación de Radio y Televisión Española, SA (RTVE) (Pourvoi - Aides d'État - Régime d'aides en faveur de l'organisme public national de radiodiffusion - Obligations de service public - Compensation - Article 106, paragraphe 2, TFUE - Décision déclarant le régime d'aides compatible avec le marché intérieur - Modification du mode de financement - Mesures fiscales - Taxe imposée aux opérateurs de télévision payante - Décision déclarant le régime d'aides modifié compatible avec le marché intérieur - Prise en compte du mode de financement - Existence d'un lien d'affectation contraignant entre la taxe et le régime d'aides - Influence directe du produit de la taxe sur l'importance de l'aide - Couverture des coûts nets de l'accomplissement de la mission de service public - Relation de concurrence entre le redevable de la taxe et le bénéficiaire de l'aide - Dénaturation du droit national)

Affaire C-174/15 : Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 10 novembre 2016 (demande de décision préjudicielle du Rechtbank Den Haag - Pays-Bas) - Vereniging Openbare Bibliotheken/Stichting Leenrecht (Renvoi préjudiciel - Droit d'auteur et droits voisins - Droit de location et de prêt d'œuvres protégées - Directive 2006/115/CE - Article 1^{er}, paragraphe 1 - Prêt de copies d'œuvres - Article 2, paragraphe 1 - Prêt d'objets - Prêt d'une copie de livre sous forme numérique - Bibliothèques publiques)

Affaire C-301/15 : Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 16 novembre 2016 (demande de décision préjudicielle du Conseil d'État - France) - Marc Soulier, Sara Doke/Premier ministre, Ministre de la Culture et de la Communication (Renvoi préjudiciel - Propriété intellectuelle et industrielle - Directive 2001/29/CE - Droit d'auteur et droits voisins - Articles 2 et 3 - Droits de reproduction et de communication au public - Portée - Livres « indisponibles » ne faisant pas ou plus l'objet d'une publication - Réglementation nationale confiant à une société de gestion collective l'exercice des droits d'exploitation numérique, à des fins commerciales, des livres indisponibles - Présomption légale d'accord des auteurs - Absence de mécanisme garantissant l'information effective et individualisée des auteurs)

Communiqués de presse de l'Union européenne :

RAS

Autres infos :

Discours/Communiqués :

Sénat - **Conseil supérieur de l'audiovisuel** : Gérard Larcher envisage de nommer Carole Bienaimé Besse

Questions/Réponses Assemblée nationale/Sénat :

Sénat - **Question de M^{me} Nathalie Goulet** à M^{me} la ministre de la culture et de la communication sur la saisine du CSA après l'interview de Farid Benyettou

Rapports/Avis :

ARCEP - **La régulation au service des territoires connectés** : compte rendu des travaux 2016 menés entre l'autorité, les collectivités territoriales et les opérateurs

Jurisprudences :

Conseil d'État - **10^e-9^e chambres réunies, affaire n° 382427** : suite à la décision de la Commission européenne déclarant l'aide accordée par l'État français à la Coopérative d'exportation du livre français pour les petites commandes de livres à l'exportation était illégale, car non notifiée et incompatible avec le marché intérieur, la Société internationale de diffusion et d'édition (SIDE), demande à l'État l'indemnisation des préjudices subis du fait de l'octroi de cette aide illégale.

Périodiques en ligne :

CGET - [La Lettre de la politique de la ville et des territoires n° 339](#) - 12 janvier 2017, dont :

Grand angle : Accès à la culture : [Lancement de l'appel à projets « C'est mon patrimoine ! » 2017](#)

Délégation des Barreaux de France - [L'Europe en bref](#) : La lettre hebdomadaire d'informations juridiques n° 790 du 16 décembre 2016 au 12 janvier 2017